

Bulletin d'histoire politique

"Manifeste"

Jean-Marie Fecteau



Volume 1, Number 1, Fall 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063738ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063738ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Fecteau, J.-M. (1992). "Manifeste". *Bulletin d'histoire politique*, 1(1), 4–5.

<https://doi.org/10.7202/1063738ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1992

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

synthèse d'histoire politique est déplorée de même que celle d'études nouvelles antérieures à l'époque de l'Union nationale, on note avec pertinence la production récente d'excellents et nombreux ouvrages de références statistiques et bibliographiques publiés, en majorité, par l'Assemblée nationale et la Bibliothèque nationale.

Conclusion

Rien encore n'est comparable à **L'histoire des élections en France** de Frédéric Bon (1978), à l'exemplaire **Citoyens et la démocratie** (1985) publié sous la direction de Yves Lequin.

La grande synthèse québécoise des campagnes électorales, souhaitée par plusieurs chercheurs dès 1960 n'existe pas encore.

La moisson est grande cependant pour l'époque contemporaine - fin des années 1950 à nos jours -. On la doit surtout aux politologues comme Gérard Bergeron, Vincent Lemieux, André Bernard, Daniel Latouche, Réjean Pelletier, Robert Boily, Guy Bourassa, etc.

La période antérieure est moins fertile de ce point de vue mais la qualité de certains travaux est souvent remarquable. **La formation des institutions parlementaires québécoises, 1791-1838** de Henri Brun est de ceux-là. Il en va de même pour **The Revolt of French Canada 1800-1835** de H.Taft Manning (1962). L'essai de Maurice Giroux sur la période de l'Union (1967) dégage également des perspectives intéressantes comme d'ailleurs le trop court article de Marcel Caya sur **les élections provinciales du Québec de 1867 à 1886** (1975). Ajoutons à cela les différents instruments de recherches et de références produits par les Drouilly, Lévesque, Comeau, Hudon, Latouche, etc. et le **Dictionnaire biographique du Canada**. L'inventaire des travaux, thèses et mémoires est plus important qu'on pourrait d'abord le penser. Un survol rapide nous amène déjà à une cinquantaine de titres.

Toute cette documentation nous permettrait dès à présent de jeter les bases d'un dossier préliminaire et cumulatif sur l'état exact de nos connaissances en histoire politique au Québec. Ce serait un premier pas vers la synthèse que tous attendent.

"MANIFESTE"

par Jean-Marie Fecteau
Département d'histoire
UQAM

Le texte qui suit a été rédigé comme "manifeste" lors de la création de l'Association québécoise d'histoire politique. Il a été revu par Dany Fougères et commenté par le comité qui a convoqué l'assemblée de fondation. Il est offert ici comme élément de réflexion visant à contribuer à la tâche de penser une histoire politique élargie, ouverte aux questions du présent comme aux enjeux du futur.

Écroulement des empires, remises en question de la démocratie, résurgence, souvent violente, des nationalismes, dépolitisation des jeunes, redondance ou insipidité du discours politique. Longtemps repoussé aux marges d'une histoire dite "scientifique", le politique retrouve, au rude contact de la réalité, son caractère central. Car c'est par lui que les collectivités se définissent, s'organisent et cherchent leur destin. C'est par lui que l'individu assume sa qualité de citoyen, et façonne la communauté qui l'entoure. Le politique, c'est bien sûr le mouvement des volontés qui, par l'expression du vote, anime la vie parlementaire et remplit les cadres de l'État. Le politique tient aussi à l'emprise de l'État sur les sociétés, comme aux tractations inter-étatiques et onusiennes qui expriment la vie internationale des formations sociales. Mais, plus fondamentalement peut-être, le politique apparaît comme une **dimension** de l'existence des hommes et des femmes qui exprime leur accès collectif à l'universel, et au changement du monde.

Dans nos sociétés porteuses d'un idéal démocratique, le politique est devenu l'enjeu mouvant des ambitions ou des aspirations de tous. Il exprime de mille façons sa présence dans nos sociétés: dans l'évolution des partis, dans la détermination des programmes politiques et de la législation, dans les modalités d'application du droit, dans la gestion publique des services et des prestations de l'État, dans l'expression démocratique des choix par l'élection ou le référendum, dans le discours du changement ou de la continuité des porteurs d'idéologie, dans les valeurs et les croyances collectives des classes populaires ou des élites, dans les multiples rapports entre individus où s'exprime, naît ou se développe un pouvoir ou une

capacité de contrainte, dans la promotion des intérêts collectifs des groupes ou des associations, dans le respect, ou la transgression, des normes collectives structurant la vie en société, dans l'écriture du passé commun ou l'aspiration à un avenir collectif.

Alors, ne serait-ce pas que "tout est politique"? Non, si on veut dire par là que le politique résume et exprime l'ensemble foisonnant de la réalité sociale. Oui, si on entend par cette expression que, comme dimension de l'existence, rien n'échappe au questionnement du politique et que, finalement, la réalité exprimée par l'économique, le social, les rapports de genre, la culture -- quand cette réalité met en jeu le pouvoir de contraindre et les contours du destin collectif -- vient s'épuiser dans la question du politique.

À l'orée de l'an 2000, ces questions sont fondamentales, d'autant plus que l'historiographie a trop longtemps tendu à réduire l'histoire politique aux batailles ou aux ambitions des grands. Ce champ de recherche est devenu, pour plusieurs, un terrain vague où l'"événement" était roi, et la structure esclave des aléas du pouvoir.

Après bien des années de résistance, l'histoire du politique a su intégrer les procédures de quantification et les analyses sérielles que certains considèrent comme seules garantes de la scientificité en histoire. Elle a appris, enfin libérée de l'hypothèque que semblaient constituer l'événement et le particulier, à transcender l'unique pour atteindre la masse. Ce faisant, elle a pourtant résisté à confondre le grand nombre avec l'important ou, à l'inverse, le rare avec le marginal. Par là-même, elle s'est engagée à penser ce risque permanent qu'est l'histoire des hommes et des femmes, ce moment, proche du chaos ou du néant, où les masses résolvent en colère, en violence ou, pire, en apathie ou en rejet, les réalités structurelles dans lesquelles on veut trop souvent comprimer leur action.

Ne serait-ce que pour réintroduire le risque et l'incertain en histoire, nous avons besoin du politique!... C'est par lui, finalement, que le métier d'historien et d'historienne pourra redevenir une lecture globale du destin des femmes et des hommes.

LE PROCÈS DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

par Pierre Godin

Le "roi est nu", tel aurait pu être le titre de la série intitulée **Le procès de l'État-Providence**. Car il s'agit d'une véritable mise en accusation de l'État tel que nous le connaissons depuis une soixantaine d'années avec le pour et le contre. La série animée par l'auteur et réalisée par Georges Brunet, comporte onze (11) émissions radio d'une heure chacune, qui ont été diffusées cet été à Radio-Canada AM.

En concevant le plan de ces émissions, mon objectif était de scruter les impacts les plus significatifs de la crise du début des années 80, qui a frappé de plein fouet l'État interventionniste. Tout cela, dans le nouveau contexte créé par la récession : endettement des États, mondialisation, nouvelle donne internationale issue de la fin du monde bipolaire et montée des valeurs néo-libérales (privatisation, déréglementation, succès individuel) selon lesquelles l'État n'est jamais aussi grand que lorsqu'il se fait le plus petit possible en matière sociale et économique.

Cette série repose sur un synopsis que j'ai préparé à partir d'une réflexion préliminaire de Gilles Gariépy, l'une des têtes dirigeantes de l'information radio à Radio-Canada. Les trois premières émissions, de nature plus historique, retracent les origines et l'évolution de l'État-Providence, du début du siècle jusqu'au cran d'arrêt des années 80. La quatrième porte sur les années Reagan, années de remise en question qui ont été le cimetière de la social-démocratie héritée de la "nouvelle donne" des années 30.

De la cinquième à la dixième émission incluse, le "Procès" examine les impacts du désengagement de l'État dans six domaines particuliers : aide sociale, culture, santé, éducation, personnes âgées, emploi et formation. La onzième et dernière émission s'intitule "L'État-Providence mort ou vif?". Elle prend la forme d'une table ronde d'une heure avec quatre invités (Madeleine Blanchet, Pierre Fortin, Gérald Larose et Pierre Fournier) qui font la synthèse des émissions précédentes tout en essayant de lire l'avenir de l'État-Providence -- si tant est qu'il en ait un!